



Contribution de la FNME-CGT à la Consultation publique N°2024-13 du 24 juillet 2024 relative au prochain tarif d'utilisation des terminaux méthaniers régulés

Préambule

Nous tenons en premier lieu à rappeler la résilience dont a fait preuve le système gazier français, permise par les agents du service public du gaz, dans un contexte de crise majeure. En effet, nos infrastructures gazières ont su s'adapter à une baisse brutale des importations de gaz russe par la hausse des importations de GNL, le remplissage intégral des stockages et la mise en place des objectifs européens REPower EU pour assurer la sécurité d'approvisionnement, accroître l'indépendance énergétique et limiter l'augmentation des prix. La hausse des quantités de gaz transportées dans un contexte d'inversion des flux gaziers de l'Ouest vers l'Est et de développement de capacités rebours vers l'Allemagne montre la maturité atteinte par les réseaux gaziers français, la pertinence de leur dimensionnement et leur valeur assurantielle pour la France comme pour l'Europe.

Les orientations générales affichées par la CRE dans le document de consultation, qui répondent principalement à l'objectif de maîtrise des coûts unitaires, nous semblent en décalage avec la réalité de nos activités et les constats que nous faisons plus haut. Aussi, de crainte de voir la résilience des infrastructures mise à mal par une vision purement financière de nos activités, nous souhaitons faire les remarques suivantes :

- Comme le montre le rapport de la CRE sur l'avenir des infrastructures gazières, les grands terminaux méthaniers devraient rester nécessaires pour la sécurité d'approvisionnement et pour la solidarité européenne à moyen voire long terme, malgré la baisse souhaitée des volumes de gaz acheminés. Les coûts des opérateurs étant dans leur écrasante majorité des coûts fixes, le premier principe tarifaire devrait selon nous être le maintien du niveau actuel de la couverture des coûts assurant la sécurité et la performance industrielle des sites, à compléter par des moyens permettant aux opérateurs de répondre aux enjeux de décarbonation. Les prévisions de trajectoires de charges nettes d'exploitation baissières en euros constants envisagées pour deux des trois terminaux ne vont pas dans ce sens.

Les infrastructures gazières représentent un peu plus de 20% de la facture du client moyen. La hausse des prix du gaz sur la période récente est essentiellement imputable à la hausse du prix de la molécule dans un contexte de crise que la flexibilité des infrastructures a permis de limiter : nous en voulons pour preuve les écarts de prix constatés entre l'ouest et l'est de l'Europe. Il nous paraît donc dérisoire de vouloir contenir à tout prix le coût unitaire d'acheminement à un moment où le prix de la molécule s'envole sans aucun service rendu additionnel. La valeur assurantielle des terminaux ne doit pas être négligée, y compris à long terme. Ils permettront notamment au système gazier de faire face à certains aléas (succession d'hivers froids, problème sur les intrants biométhane, difficultés sur le parc de production électrique nécessitant un recours accru aux centrales à gaz...). Avec un coût du terminalling qui devrait se maintenir au moins jusqu'en 2040 dans le même ordre de grandeur qu'aujourd'hui entre 1 et 2 €/MWh, les terminaux représentent une assurance peu coûteuse.

- Tout laisse penser que la transition énergétique aura un effet inflationniste. En effet, l'adaptation des modes de production, les investissements massifs et coûteux dans la production d'énergies bas carbone et les réseaux, ainsi que le « signal prix » qui renchérit les énergies fossiles au travers des taxes et des réglementations, conduiront à une hausse durable et globale du prix des énergies. L'impact de la hausse du coût unitaire des infrastructures doit donc être replacé dans un contexte global de hausse du prix de toutes les énergies.

- La protection des utilisateurs du gaz doit selon nous s'apprécier au niveau de la facture globale, et non sous le prisme des seuls coûts unitaires d'acheminement. En effet, sur le long terme, la baisse souhaitée des consommations, notamment du fait de l'efficacité énergétique, devrait compenser au niveau de la facture le renchérissement mécanique des coûts unitaires des réseaux.
- Les technologies H2 et CO2 sont amenées à jouer un rôle dans la transition énergétique. Nous estimons que dès lors qu'il y a un intérêt général à travailler sur ces questions pour l'ensemble des parties prenantes, la limitation de la R&D au strict domaine des activités « méthane » est trop réductrice, quand bien même la CRE accompagnerait l'essor de ces filières par ailleurs. Dans les faits, les opérateurs d'infrastructures sont d'importants contributeurs au développement de ces technologies : il paraît donc opportun que le financement de l'effort de R&D se fasse, au moins partiellement, dans un cadre régulé qui permet d'assurer la transparence des coûts, en conformité avec l'esprit de service public.

Cadre de régulation tarifaire

La partie 5 de la présente consultation publique (cf. p.18) présente le cadre de régulation tarifaire actuellement en vigueur pour les terminaux méthaniers, ainsi que les évolutions envisagées par la CRE pour la période tarifaire ATTM7.

On distingue plus particulièrement des questions portant sur :

- les grands principes tarifaires (cf. p.18)

Question 1 : Etes-vous favorable à la reconduction des principes d'affectation des charges entre les services régulés et non régulés envisagée par la CRE ?

Oui, nous y sommes favorables. La FNME-CGT est en accord avec les principes d'affectation des charges proposés qui permettent d'éviter les subventions croisées entre les activités régulées et celles qui ont été développées dans un cadre non régulé.

Question 2 : Etes-vous favorable à la limitation à 20 ans de la durée d'amortissement des actifs de Fos Cavaou mis en service à partir de 2025 ?

Oui, nous sommes favorables à la mise en cohérence de la durée d'amortissement économique des actifs avec leur durée d'utilisation effective. Il nous semble néanmoins pertinent de réserver la limitation de la durée d'amortissement à 20 ans au périmètre des actifs qui ne seraient plus utilisés à l'horizon 2045 ou identifiés comme étant non convertibles à un autre usage (ex. H2, CO2).

Question 3 : Etes-vous favorable à l'adaptation de la prime spécifique pour les nouveaux investissements ? Avez-vous des remarques concernant les montants considérés pour cette dernière ?

Oui, nous y sommes favorables. Il nous apparaît, comme le souligne la CRE, que la réduction de la durée d'amortissement des nouveaux actifs de Fos Cavaou, combinée au renforcement du rôle du GNL à la suite de la crise ukrainienne et au fait que le terminal est intégralement souscrit jusqu'en 2040, justifie une baisse de la prime de risque servant au calcul du taux de rémunération.

Question 4 : Considérez-vous que mettre fin à l'indexation de la BAR pour prendre l'inflation en compte directement dans le taux de rémunération permet une meilleure maîtrise à long terme du coût d'utilisation des terminaux méthaniers ? Avez-vous des remarques sur la mise en œuvre de cette mesure pour les actifs entrant en service à partir du 1er janvier 2025 ?

Oui, nous considérons que la désindexation de la BAR est un des moyens dont dispose la CRE pour limiter la hausse potentielle des tarifs unitaires sur long terme dans une perspective de baisse des consommations de gaz naturel. La mise en œuvre progressive consistant à réserver l'application de cette mesure aux seuls nouveaux actifs permet d'éviter des hausses importantes des tarifs à court terme dans un contexte inflationniste. Nous remarquons néanmoins que la méthode qui peut conduire à l'utilisation de deux taux de rémunération et deux BAR (et à basculer des actifs d'une BAR à l'autre à chaque fin de période) rend moins lisible un tarif déjà complexe.

Question 5 : Etes-vous favorable au principe de mutualisation des postes « revenus liés aux souscriptions supplémentaires de capacités de regazéification et des services complémentaires proposés par les opérateurs » des CRCP des terminaux de Montoir de Bretagne et de Fos Cavaou tel que proposé par Elengy ?

Non, nous n'y sommes pas favorables. Si comme le remarque la CRE, les écarts sur les postes concernés sont faibles (les terminaux étant intégralement souscrits), cette mutualisation conduirait à déroger partiellement au principe de spécificité des tarifs pour un bénéfice réduit. En effet, les caractéristiques techniques et opérationnelles, comme les zones de chalandise des deux terminaux ne sont pas les mêmes.

- les principes d'évolution annuelle du tarif (cf. p.25) :

Question 6 : Etes-vous favorable à la mise à jour à mi-période des références prévisionnelles utilisées pour calculer le CRCP pour les postes recettes de souscription, énergie et R&D ?

Oui, nous y sommes favorables. Les évolutions envisagées permettent de limiter les écarts par rapport aux hypothèses initiales et évitent ainsi une accumulation de CRCP importante sur la période. En effet, nous avons constaté que les niveaux de CRCP importants en fin de période tarifaire complexifiaient les discussions entre les opérateurs et le régulateur en vue de la fixation du tarif suivant en introduisant un facteur supplémentaire de hausse des tarifs dans un contexte de croissance des charges à couvrir et de baisse des consommations de gaz. L'apurement d'écarts passés, qui pour certains opérateurs a représenté une part significative de la hausse tarifaire, peut par ailleurs rendre les évolutions tarifaires difficilement compréhensibles par les usagers finals.

Question 7 : Pour les sites de Fos Cavaou et Montoir-de-Bretagne, êtes-vous favorable à l'augmentation du plafond du k de +/- 3 % à +/- 5 % tel que proposée par Elengy ?

Oui, nous y sommes favorables. Nous comprenons que l'évolution seulement bisannuelle de l'ATTM puisse avoir pour pendant un plafond du paramètre k plus élevé que ceux appliqués aux autres infrastructures.

Question 8 : Etes-vous favorable à une mise à jour seulement à mi-période de l'ATTM ou à une mise à jour annuelle ?

Nous ne nous prononçons pas sur cette question. Nous remarquons néanmoins qu'une mise à jour annuelle devrait avoir pour conséquence, dans un souci de cohérence, l'alignement du paramètre k sur ce qui est appliqué au niveau des autres infrastructures.

Question 9 : Etes-vous favorable à la demande d'Elengy de déplaçonner le coefficient k concernant le terminal de Fos Tonkin pour minimiser le reliquat de CRCP en fin de période ? Dans le même objectif, êtes-vous favorable à une mise à jour tarifaire au 1er avril 2028 pour le terminal de Fos Tonkin ?

Oui, nous y sommes favorables. Nous partageons la nécessité de limiter le reliquat de CRCP en fin de période ATTM7, afin de minimiser le risque de charges restant non couvertes après la fin des souscriptions en 2028.

Question 10 : Etes-vous favorable à l'intégration de la part variable des coûts de pomperie facturés par la centrale SPEM au CRCP du terminal de Montoir, telle que proposée par la CRE ?

Oui, nous y sommes favorables. Ce poste semble volatil et difficilement maîtrisable par l'opérateur, ce qui justifie qu'il soit couvert au CRCP, sous réserve d'un audit des coûts par la CRE.

Question 11 : Etes-vous favorable au traitement différencié au CRCP des effets prix et volume sur les charges d'énergie, en cas d'introduction d'un terme variable énergie ?

Non, nous ne sommes pas favorables au traitement différencié des effets prix et volume. Les quantités d'énergie sont en effet fortement corrélées aux quantités de GNL déchargées qui ne sont pas maîtrisables par l'opérateur. Nous comprenons par ailleurs que l'introduction d'un Terme Variable Energie (TVE) ne garantit pas la neutralisation intégrale des écarts causés par la différence entre la consommation d'énergie prévue et la consommation finalement constatée.

Afin d'éviter la double couverture d'écarts éventuels, nous préconisons la prise en compte des écarts relatifs aux recettes issues du TVE comme de l'effet volume au CRCP.

• la régulation incitative à la maîtrise des coûts (cf. p.30) :

Question 12 : Etes-vous favorable au mécanisme d'incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements d'un budget supérieur à 10 M€ ?

Non, nous n'y sommes pas favorables. Si nous ne sommes pas opposés à ce que des projets importants fassent l'objet d'un audit de la CRE, l'ampleur des ajustements opérés par la CRE chez certains opérateurs d'infrastructures - et en l'absence de bilan d'application du mécanisme aux terminaux - peut poser question.

Ces ajustements ne sont pas selon nous sans impact sur la qualité de définition, la conduite et la réalisation des projets. Nous alertons en outre sur les risques d'externalisation d'une partie de ces activités avec des conséquences

en termes de maintien des compétences internes. Nous remarquons enfin que les audits sont consommateurs de ressources (notamment humaines) et peuvent avoir un impact non négligeable sur le planning des projets.

Question 13 : Etes-vous favorable au mécanisme d'incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements « hors infrastructures » ?

Non, nous n'y sommes pas favorables. Il nous semble plus pertinent de considérer les investissements dans leur globalité au lieu de les prendre isolément. Si par exemple une amélioration SI peut conduire à éviter des investissements plus importants dans le domaine non incité, l'opérateur peut être tenté de s'en abstenir dans le cadre d'un tel mécanisme, au détriment des utilisateurs.

• la régulation incitative à la qualité de service (cf. p.32) ainsi que de potentiels nouveaux indicateurs de régulation incitative (cf. p.32) :

Question 14 : Etes-vous favorable au dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagé par la CRE pour le tarif ATTM7 concernant les programmes de maintenance des terminaux méthaniers régulés et les indicateurs relatifs à l'environnement ?

S'il nous apparaît souhaitable qu'un contrôle externe contraigne les opérateurs dans certains domaines au-delà des objectifs de façade qu'ils peuvent parfois se fixer eux-mêmes, en l'espèce, l'indicateur de respect des programmes de maintenance ne nous semble pas pertinent. Il incite en effet l'opérateur à s'en tenir au programme de maintenance prévisionnel publié malgré d'éventuels aléas ou des besoins additionnels au risque de s'acquitter d'une pénalité. Cela pourrait revenir à faire primer la disponibilité sur la sécurité, ce qui ne nous apparaît pas souhaitable. Pour ce qui est de la régulation incitative relative aux émissions de méthane, les indicateurs envisagés semblent en contradiction avec l'esprit du règlement européen qui fixe une obligation de moyens, en dehors de toute considération de coût par tonne évitée. Les opérateurs doivent avant tout veiller au strict respect de leurs obligations réglementaires, sans qu'il y ait besoin de les y inciter. Les coûts induits par ces obligations sont à couvrir par le tarif conformément au cadre légal.

Question 15 : Pensez-vous que certains indicateurs supplémentaires devraient être incités financièrement lors de la période ATTM7 ?

• la régulation incitative de la R&D et de l'innovation (cf. p.34) :

Question 16 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATTM7 ?

Nous attachons comme la CRE une importance particulière à l'adaptation des infrastructures à la transition énergétique et estimons comme elle que les opérateurs doivent disposer des ressources nécessaires pour mener à bien leurs projets. Nous accueillons en outre favorablement l'orientation de la CRE consistant à réviser la trajectoire de R&D à mi-période et partageons son souci de transparence sur les dépenses.

Nous avons néanmoins été étonnés d'apprendre que les dépenses de certains opérateurs gaziers n'ont pas été couvertes lors de la période précédente : il s'agit là d'une limite de l'incitation asymétrique. Si ces dépenses étaient justifiées, elles auraient dû selon nous être couvertes par le tarif.

Par ailleurs, nous constatons que le mécanisme prévu n'a pas été suffisant pour inciter certains opérateurs à dépenser les budgets alloués : nous souhaiterions que toute sous-consommation soit justifiée auprès du régulateur pour distinguer les effets des renoncements éventuels.

Niveau tarifaire

La partie 6 de la présente consultation publique (cf. p.34) présente la demande tarifaire des opérateurs, les résultats des audits sur les charges nettes d'exploitation et le taux de rémunération, ainsi que les ajustements préliminaires de la CRE concernant le niveau des charges d'Elengy à couvrir pour la période tarifaire ATTM7.

Question 17 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE concernant les charges d'exploitation des terminaux méthaniers ?

Nous partageons globalement les enjeux identifiés. Toutefois, nous ne comprenons pas la manière dont est abordé par le régulateur l'enjeu de compétitivité. Si les terminaux méthaniers ne sont pas, comme le rappelle la note technique, des monopoles naturels mais sont en concurrence, c'est le jeu de la concurrence qui devrait assurer la compétitivité des terminaux via les plans d'affaires de l'opérateur. Il n'y a donc pas lieu, comme dans le cas de monopoles, de simuler une concurrence à travers des mécanisme tarifaires. L'enjeu semble plutôt être la maîtrise des coûts de terminalling, qui ne sont plus des coûts intra-groupes depuis qu'Engie a cédé son portefeuille GNL à un concurrent.

Question 18 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges prévisionnelles du terminal de Montoir-de-Bretagne ?

Nous formulons d'abord ici des remarques générales concernant les trajectoires de CNE ajustées par l'auditeur qui concernent les trois terminaux.

L'auditeur mandaté par la CRE préconise des ajustements représentant entre -6% et -10% de la demande de l'opérateur selon les terminaux. Les principaux postes concernés sont les charges de personnel (-6,7%), les consommations externes (-4,6%) et la R&D (-54%). Nous remarquons que :

- Charges de personnel :
 - Dans un contexte de forte évolution de l'actif industriel, nous estimons que de très importants efforts d'efficience ont déjà été consentis par les agents lors des précédentes périodes tarifaires. En effet, les objectifs de réduction de coûts qui se renforcent à chaque nouveau tarif conduisent les opérateurs à mener des réorganisations quasi permanentes qui affectent le corps social.
 - L'ajustement significatif préconisé nous paraît d'autant moins justifiable que :
 - L'auditeur considère que le contexte global de l'ATTM7 présente des similarités fortes avec celui de 2023. Rappelons en premier lieu que pendant la période ATTM6, déjà très exigeante, l'augmentation des effectifs a été supérieure au niveau anticipé par le régulateur, alors que le tarif incite au contraire. L'auditeur ne semble, par ailleurs, pas tenir compte du fait que la demande ATTM7 d'Elengy s'inscrit dans un contexte d'investissements majeurs, en particulier à Montoir et d'entrée en vigueur de nouvelles réglementations (ex. règlement émission de méthane), autant de besoins venant s'ajouter à une stabilisation du taux d'utilisation à un niveau élevé.

- L'auditeur estime que le niveau de ressources internes nécessaires pour gérer les programmes d'investissement doit être questionné au regard de la durée des programmes. Il préconise ainsi d'externaliser des ressources sans que le bilan économique et les risques associés à une telle politique industrielle soient évalués. La hausse des achats et les coûts d'interface consécutif à une externalisation seraient-ils nécessairement inférieurs aux économies de frais de personnel escomptées ? La qualité et les délais de réalisation ne seraient-ils pas affectés ? Les départs à la retraite ne permettraient-ils pas de repositionner les agents à la fin des projets en cas de gestion en interne ? Autant de questions qui ne semblent pas avoir été abordées sérieusement.
- L'auditeur considère enfin que l'opérateur surestime le nombre d'agents nécessaires pour répondre aux exigences de la réglementation européenne sur les émissions de méthane. Rappelons qu'il s'agit là d'un texte contraignant, qui renforce considérablement les exigences en termes de seuils de détection et de délais de réparation et prévoit des pénalités dissuasives en cas d'écarts. Ajuster la demande de l'opérateur sans plus de justifications ne nous paraît pas prudent. S'il y a un doute sur le volume de fuites, nous proposons que l'effet volume soit pris en compte au CRCP.
- Consommations externes :
 - L'ajustement préconisé par l'auditeur concerne principalement les coûts de maintenance : il revoit à la baisse les coûts de mise en conformité avec la réglementation méthane et exploite une corrélation supposée entre coût de maintenance générale et niveau d'activité. Le premier point a déjà été traité ci-avant (cf. remarques relatives aux charges de personnel). Pour ce qui est du second, il nous semble au contraire qu'une grande partie des coûts de maintenance des sites aussi sensibles que les terminaux méthaniens ne dépendent pas du niveau d'activité. L'âge des installations et leurs caractéristiques techniques pourraient par exemple être de meilleures variables explicatives.
- R&D :
 - L'auditeur a exclu de l'enveloppe les projets ayant trait aux nouveaux vecteurs de décarbonation (H2, CO2, ammoniac). Au regard des défis à relever pour la filière gaz dans la transition énergétique et dans le souci de l'intérêt général, ces orientations nous paraissent trop restrictives car nous considérons que les opérateurs d'infrastructures peuvent jouer un rôle clé dans le développement de technologies de transition. Il faut selon nous leur donner les moyens de participer à l'émergence de nouvelles filières qui pourraient prendre un jour le relais du gaz naturel afin de pérenniser les actifs, permettre l'adaptation des territoires et minimiser les coûts échoués au bénéfice des utilisateurs.

En ce qui concerne le site de Montoir plus spécifiquement, nous constatons que la hausse annuelle moyenne des CNE sur la période 2024-2028 demandée par l'opérateur est de +4%/an, à comparer +2%/an d'inflation. Cette évolution ne paraît pas déraisonnable au regard des programmes d'investissements majeurs et des nouvelles obligations réglementaires.

Question 19 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges prévisionnelles du terminal de Fos Tonkin ?

La hausse annuelle moyenne des CNE sur la période 2024-2028 demandée par l'opérateur est d'environ +2%/an, comparable à l'inflation, dans un contexte de renforcement des obligations réglementaires. La trajectoire préconisée par l'auditeur prévoit quant à elle une baisse de moyens en euros courants par rapport à 2024 : c'est pour nous incompréhensible.

Question 20 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges prévisionnelles du terminal de Fos Cavaou ?

La hausse annuelle moyenne des CNE sur la période 2024-2028 demandée par l'opérateur est d'environ +2%/an, comparable à l'inflation, dans un contexte de renforcement des obligations réglementaires et de projets importants (compression HP, rénovation...). La trajectoire préconisée par l'auditeur prévoit quant à elle une baisse de moyens en euros constants par rapport à 2024.

Question 21 : Avez-vous des remarques concernant les dépenses d'investissements envisagées par Elengy sur les terminaux de Montoir, Fos Cavaou et Fos Tonkin sur la période 2025-2028 ?

Nous n'avons pas de remarques particulières sinon que nous sommes favorables à des audits par la CRE des coûts des projets les plus importants.

Question 22 : Avez-vous d'autres remarques concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATTM7 pour Elengy ?

Le niveau des charges demandé par Elengy est le reflet d'un contexte de fortes tensions. Il intègre les effets d'une inflation élevée sur la BAR et sa diffusion progressive dans la base de coûts, une hausse des coûts d'énergie, la rénovation d'installations vieillissantes, de nouvelles contraintes réglementaires. Le CRCP peut constituer un facteur de hausse significative des charges à couvrir - comme c'est le cas pour le terminal de Montoir -, signe que les évolutions visant un apurement plus rapide en cours de période sont pertinentes.

Question 23 : Avez-vous des remarques concernant les hypothèses de souscriptions prévisionnelles d'Elengy sur la période 2025-2028 ?

Structure tarifaire

La partie 7 de la présente consultation publique (cf. p.66) présente la structure tarifaire actuelle et les termes tarifaires associés. Elle présente également la demande de l'opérateur d'inclure un nouveau terme tarifaire, tenant compte des charges d'énergie. Enfin, cette partie rappelle l'ensemble des termes tarifaires de l'ATTM6 et présente pour consultation les termes tarifaires potentiels de l'ATTM7.

Question 24 : Etes-vous favorable au maintien des termes tarifaires présentés ? Etes-vous favorables à la hausse du Terme de Nombre d'Accostage demandée par Elengy ? Etes-vous favorables à la péréquation et à l'évolution des termes tarifaires appliqués aux opérations de rechargement ?

Le TNA n'ayant pas évolué depuis la période ATTM4, nous sommes favorables à une hausse cohérente avec l'évolution de l'inflation. Nous ne sommes en revanche pas favorables à la péréquation des TFR et TQR car nous estimons que les utilisateurs doivent s'acquitter d'un tarif reflétant les coûts qu'ils génèrent et dont les évolutions sont cohérentes avec celles du revenu autorisé de chaque terminal.

Question 25 : Etes-vous favorable à la création d'un Terme Variable Energie selon les modalités demandées par Elengy ?

Oui, nous y sommes favorables. Nous estimons, comme la CRE, que la création du TVE permet un meilleur reflet des coûts de chaque terminal et favorise la stabilité tarifaire en minimisant les montants à couvrir au CRCP en cas de variation d'activité.

Question 26 : Avez-vous des remarques sur les termes tarifaires ?

Offre commerciale

La partie 8 de la présente consultation publique (cf. p.69) détaille l'offre de services en vigueur dans le tarif ATTM6 ainsi que les évolutions proposées par Elengy pour la période tarifaire ATTM7.

Question 27 : Etes-vous favorable à ce que les évolutions de l'offre des terminaux régulés soient mises en œuvre dès le 1er janvier 2025 ?

Question 28 : Etes-vous favorable à l'évolution du service de base demandée par Elengy ?

Question 29 : Etes-vous favorable au maintien du mécanisme de réservation trimestrielle pour l'année N+1 ? Si oui, êtes-vous favorable à son maintien selon les modalités existantes ?

Question 30 : Etes-vous favorable au maintien du service spot demandé par Elengy ? Si oui, êtes-vous favorable à son maintien selon les modalités existantes ?

Question 31 : Etes-vous favorable au remplacement de l'option bandeau par l'option d'émission mensuelle proposé par Elengy ? Considérez-vous que cette option devrait être attribuée aux enchères ?

Question 32 : Etes-vous favorable au maintien des dispositifs de stockage dédié et de stockage spécifique selon les modalités en vigueur ?

Question 33 : Etes-vous favorable au maintien du service de prolongation d'inventaire en M+2 selon les modalités en vigueur ?

Question 34 : Etes-vous favorable au maintien de ces services selon les modalités en vigueur ?

Question 35 : Etes-vous favorable à l'instauration d'un service de rebours virtuel au PITTM selon les modalités envisagées par Elengy ?

Question 36 : Etes-vous favorable au maintien de l'absence de régulation concernant ces services ?